

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 9 JANVIER 2023**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	0

OBJET DE LA DECISION

N° 23/26

**PARC D'ACTIVITES MARINES
DE SAINT-MANDRIER -
AVENANT N°1 A
L'AUTORISATION
D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DE DROITS REELS DU LOT 1
DU 25 JANVIER 2007 -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON, Mme Geneviève LEVY.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/26

BUREAU DU 9 JANVIER 2023

**O B J E T : PARC D'ACTIVITES MARINES DE SAINT-MANDRIER -
AVENANT N°1 A L'AUTORISATION D'OCCUPATION
TEMPORAIRE DE DROITS REELS DU LOT 1 DU 25
JANVIER 2007 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P), notamment les articles L.2122-1 à L.2122-3, L.2122-5 et L.2125-1 à L.2125-6, R.2122-4, R.2122-7, R.2125-1 à R.2125-3 et R.2125-5,

VU le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU les statuts de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la Convention d'Occupation Temporaire (COT) du domaine public militaire « Ex Base d'Aéronautique Navale de Saint-Mandrier – Création d'un pôle technologique par Toulon Provence Méditerranée » non constitutive de droits réels signée le 15 septembre 2006 entre l'Etat (Ministère de la Défense), la Préfecture du Var et la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée, modifiée par avenant 1, le 25 janvier 2007, et avenant 2, le 09 mai 2017,

VU l'Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) du domaine public militaire constitutive de droits réels « Ex Base d'aéronautique Navale de Saint-Mandrier – Création d'un technopôle par Toulon Provence Méditerranée – Lot 1 », signée le 25 janvier 2007 entre l'Etat (Ministère de la Défense) et la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée,

VU l'Autorisation d'Occupation Temporaire non constitutive de droits réels portant sur la voirie irriguant le Parc d'Activités Marines de Saint-Mandrier-sur-Mer, délivrée par le Ministère des Armées (MINARM), le 12 septembre 2022,

VU l'avenant n°1 à l'Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public militaire constitutive de droits réels « Ex Base d'aéronautique Navale de Saint-Mandrier – Création d'un technopôle par Toulon Provence Méditerranée – Lot 1 », du 25 janvier 2007, ci-annexée,

CONSIDERANT dans le cadre de la mise à disposition de la voirie du Parc d'Activités Marines, prévue par l'article 6-5 de la COT du 15/09/2006 et par l'article 5.2.5 de l'AOT de droits réels du 25/01/2007, que le MINARM a délivré à la Métropole le 12 septembre 2022, une AOT temporaire de 10 ans, renouvelable pour lui permettre d'assurer la gestion et l'entretien de cette route,

CONSIDERANT qu'une partie de cette voirie est située sur la parcelle cadastrale B 2549, issue de la division de la parcelle cadastrale B 2540, parcelle support de l'AOT de droits réels du lot 1,

CONSIDERANT qu'il convient dès lors de soustraire cette parcelle de l'emprise mise à disposition du lot 1 pour l'ajouter par avenant à l'AOT de la voirie délivrée le 12 septembre 2022,

CONSIDERANT au même titre, qu'il convient de retirer de l'emprise du lot 1 la parcelle B 2550, issue également de la division de la parcelle B 2540, correspondant à la partie du bâtiment dit « infirmerie » reprise pour les besoins du MINARM,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'APPROUVER les termes de l'avenant 1 à l'AOT de droits réels du lot 1 du 25 janvier 2007, ci-annexé,

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer l'avenant 1 à l'AOT de droits réels du lot 1 du 25 janvier 2007.

ARTICLE 3

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 9 janvier 2023

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0



PREFECTURE DU VAR

AVENANT N° 1

**A L'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE
PUBLIC MILITAIRE CONSTITUTIVE DE DROITS REELS
DU 25 JANVIER 2007 (LOT n° 1)**

Immeuble : PARC D'ACTIVITES MARINES DE L'EX BAN SAINT MANDRIER

Site : G2D : 830 153 555 X CHORUS : 158418

L'an deux mil vingt deux
et le

Par devant Nous, Préfet du département du var

Ont comparu

L'ETAT, Ministère des Armées, représenté par son sous-directeur de la direction des territoires, de l'immobilier et de l'environnement, monsieur Philippe DRESS, dont les bureaux sont situés au 60 boulevard du général Martial Valin – CS 21623 – 75509 Paris cedex 15,

Ci-après dénommé « l'Etat, Ministère des Armées »,

d'une part,

ET

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, SIRET n° 24830054300217, représentée par son président, Monsieur Hubert FALCO, dont les bureaux sont situés 107 BD Henri Fabre, CS 30536 83041 Toulon Cedex, en application de la délibération du conseil communautaire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée n° du habilitant son Président à signer le présent avenant.

d'autre part,

Ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques (CG 3P), notamment les articles L.2122-1 à L.2122-3, L.2122-5 et L.2125-1 à L.2125-6, R.2122-4, R.2122-7, R.2125-1 à R.2125-3 et R.2125-5 ;

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2012-1499 du 27 décembre 2012 relatif à la politique immobilière du ministère de la défense ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2012 modifié portant délégation des pouvoirs du ministre de la défense en matière domaniale ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2021 portant nomination (administration centrale) ;

Vu la convention d'occupation temporaire du domaine public militaire du 15 septembre 2006 et ses avenants n° 1 du 25 janvier 2007 et n° 2 du 9 mai 2017 ;

Vu l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public militaire constitutive de droits réels du lot 1 du 25 janvier 2007 ;

Vu le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la métropole dénommée « Toulon-Provence-Méditerranée » ;

Vu l'avis du commandant de la base de défense du ;

Vu la décision du conseil communautaire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée du

Vu l'avis de la direction départementale des finances publiques du Var du 29 août 2022,

EXPOSE PREALABLE

L'État, Ministère des Armées, a autorisé la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée, par autorisation d'occupation temporaire du 25 janvier 2007, à occuper pour 50 ans, une surface de 23606 m², fraction de l'immeuble militaire « Ex Base aéronautique de Saint Mandrier », dénommé désormais « Parc d'activités marines de l'ex BAN » n° G2D 830153555X, immatriculé au référentiel immobilier Chorus sous le numéro 158418, afin d'y créer un pôle technologique orienté vers les technologies marines et sous-marines. L'emprise occupée était cadastrée section B n° 2353, 2358, 2404, 2405 et n°2406.

Cette autorisation a été publiée au Service de la publicité foncière de Toulon en date du 15 décembre 2010 sous le volume 2010 P N°12423.

Par procès-verbal du cadastre n° 1341Z du 12 octobre 2017 (volume 2017P n°10645 du 12 octobre 2017), les parcelles cadastrales B n°2353 et B n°2406 ont été regroupés en B n°2540. Par procès-verbal du cadastre n° 1369B du 14 juin 2019 (volume 8304P03 2019 P n° 6345), la parcelle cadastrale B n°2540 a été divisée en B n°2548, B n° 2549 et B n° 2550.

Dans le cadre de la mise à disposition de la voirie, prévue par l'article 6-5 de la COT du 15 septembre 2006 et par l'article 5.2.5 de l'AOT de droits réels du lot 1 du 25 janvier 2007, le commandant de la base de défense a proposé à MTPM la délivrance d'une autorisation

d'occupation temporaire de 10 ans, renouvelable, pour lui permettre d'assurer la gestion et l'entretien de cette route.

Cependant une partie de cette voirie est située sur la parcelle cadastrale B n° 2549, issue de la division de la parcelle cadastrale B n°2540, parcelle support de l'AOT de droits réels du lot 1.

Il convient donc de soustraire cette parcelle de l'emprise mise à disposition du lot 1, pour l'ajouter par avenant à l'autorisation d'occupation de la voirie, délivrée le 12 septembre 2022. D'autre part, cet avenant retire de l'emprise du lot 1, la parcelle B n° 2550, issue également de la division de la parcelle B-n° 2540, correspondant à la partie de l'ex infirmerie reprise pour les besoins au Ministère des Armées.

Lesquels ont exposé, et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1

L'article « 2 – Consistance du domaine public mis à disposition » est remplacé comme suit :

Le bénéficiaire est autorisé à occuper, dans les conditions de la présente autorisation, l'emprise suivante constituant le lot 1 :

Sur la commune de Saint Mandrier-sur-Mer (83430) :

- Une surface totale de 21 591 m² composée des parcelles cadastrales section B n° 2548 pour 21 350 m², n° 2358 pour 155 m², n° 2404 pour 73 m², n° 2405 pour 13 m² ;

Cette emprise est immatriculée à la base de données patrimoniales des armées sous le n° 830153555X et sous la base de données CHORUS/RE/FX n°158418.

ARTICLE 3

Toutes les autres dispositions de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public militaire constitutive de droits réels du lot 1 qui ne sont pas contraires au présent avenant restent inchangées.

ARTICLE 4

Quatre ampliations de cet avenant seront adressées à monsieur le directeur départemental des finances publiques du Var pour notification au permissionnaire de celle qui lui est destinée.

ARTICLE 5

Le présent avenant n° 1 sera publié au service de la publicité foncière de TOULON 2, par les soins de Monsieur le Directeur départemental des Finances Publiques du Var.

ARTICLE 6

Pièce jointe : - Plan cadastral

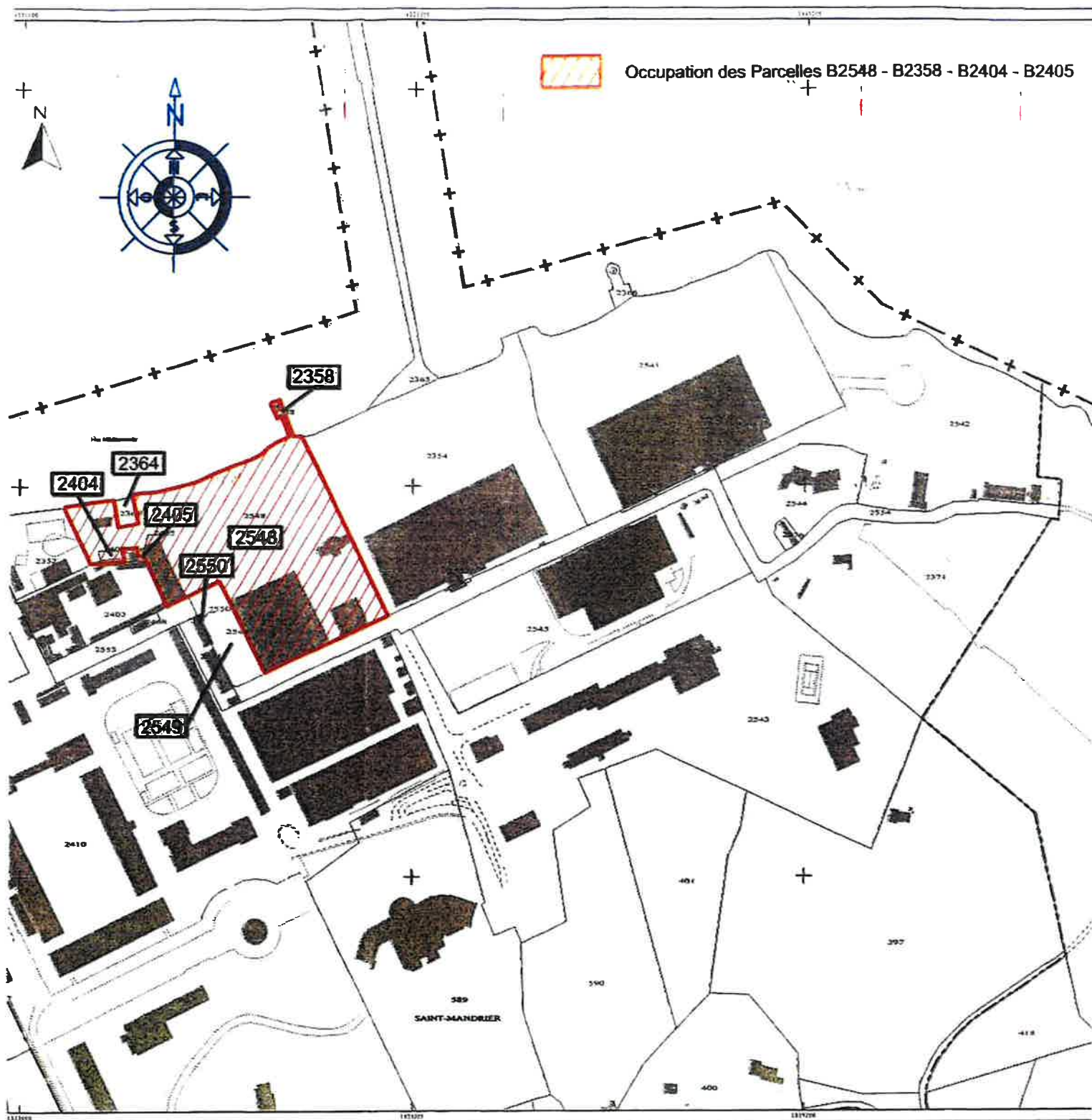
Pour la ministre des armées
et par délégation

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée,
par son président

**La directrice des territoires, de l'immobilier et
de l'environnement**

**Le Directeur départemental des Finances
publiques
et par délégation**

Le Préfet du Var



SERVICE D'INFRASTRUCTURE
DE LA DEFENSE

SGA
Secrétariat général pour l'armement

SID

Direction des Opérations - Division Gestion et maintenance
du Patrimoine
Bureau Administration Domaine
BCRM de Toulon - BP 71 - 83800 TOULON CEDEX 9
Tél: 04 22 42 78 02

SAINT-MANDRIER

P.A.M. DE L'EX B.A.N. DE
SAINT-MANDRIER

PLAN CADASTRAL

830 153 555 X

Juillet 2022

**AVENANT N°1 A L'AOT
DE DROITS REELS DU LOT 1
AU PROFIT DE MTPM**

Echelle : 1/2000

